

Quelle profondeur citoyenne a atteint la commémoration de la Grande Guerre ?

Quelques semaines après les cérémonies et événements suscités par la commémoration de l'armistice de novembre 1918, l'on peut s'interroger sur l'ampleur de l'engagement, de la mobilisation, de l'attachement même du corps civique à cette histoire d'une guerre qui, si elle fut « grande », n'en est pas moins lointaine, malgré les monuments aux morts, les parcours d'histoire et de partage de la mémoire avec les victimes, sur les champs de bataille ou au plus près d'eux. La Gironde constitue ainsi un bon cas d'étude pour esquisser une appréciation de cette ferveur citoyenne, qui balance bien normalement entre exaltation de l'effort de guerre et l'appel à la paix des peuples, pour que la marche vers l'avenir ne soit pas perturbée par des poches d'oubli [Gilles Heuré, « 14-18. L'oubli pour avenir ? », *Télérama*, 7 novembre 1918, p. 25-26].

La promotion d'un savoir historien

Évidemment, elle n'a pas été au cœur des combats, en direct, comme tant de régions du Nord-Est. Mais les Girondins ont partagé jadis les angoisses des jeunes partis au front, la tristesse des parents de victimes, et les monuments aux morts ont voulu exalter ces sentiments ; celui de Bordeaux a été par exemple entièrement rénové en 2018 et une exposition des Archives Bordeaux Métropole (avec son catalogue *Mémoire de pierre de la Grande Guerre*) retrace fort intelligemment (novembre 2018-avril 2019) les circonstances du choix et de la construction de cet édifice dans les années 1920.

Par ailleurs, ces Girondins avaient vu passer les Américains en 1916-1920, des troupes coloniales – d'où l'exposition présentée à La Teste en décembre 2018 : « La caravane de la mémoire : les tirailleurs sénégalais avant, pendant et après la guerre » –, voire même des troupes russes, au camp du Courneau, à La Teste. Nombre de livres, d'articles académiques, d'articles de presse et même une exposition au Musée d'Aquitaine-Centre Jean Moulin (avec son catalogue), *1917, voilà les Américains !*, une demi-journée d'étude à Talence et les recherches de l'excellent érudit Bernard Vallier sur le rôle clé du port de Bassens (conférences, un livre : *1917-1919 Les Américains à Bassens*) se sont ainsi consacrés à cette alliance transatlantique.

L'on s'est penché aussi sur la contribution de la cité-port sur l'arrière-front, celui de la machine de la guerre économique. Une journée d'étude à la faculté d'économie, dont les actes ont été publiés (*De la guerre économique aux enjeux logistiques en 1914-1919, Guerres mondiales & conflits contemporains*, avril-juin 2017), un livre (*Hubert Bonin, Bordeaux & la Gironde dans la guerre économique, en 2018*). Les enjeux sociétaux n'ont pas échappé aux recherches, notamment à propos des femmes, avec une exposition dès 2014 aux Archives départementales de la Gironde (avec son catalogue *14-18. L'autre front. Les femmes de Gironde au temps de la Grande Guerre*). Celle-ci est devenue itinérante tout au long de ces années, surtout durant cet automne 1918 (Abbaye de Vertheuil, Andernos, Arsac, Lège-Cap Ferret, Mios, Salles, etc.).

Plus généralement, deux colloques de la Fédération historique du Sud-Ouest, qui réunit les sociétés savantes dont celle de Bordeaux, se sont penchés de façon comparative sur l'histoire des guerres (Bernard Lachaise & Céline Piot, dir., *La guerre en*

Aquitaine, les Aquitains en guerre, de l'Antiquité à nos jours, Nérac, Éditions d'Albert & FHSO, 2017) et celle des après-guerres (à Bayonne, en novembre 2018). Nombre de conférences ont été organisées autour du 11 novembre : Rémy Cazals est venu à Biarritz cause « Du lien familial au témoignage pour l'histoire : la correspondance en 1914-1918 » ; Anglet a vu passer trois conférenciers (Jean-Jacques Casteret : « Voix de prisonniers occitans » ; Yannick Pouey-Mounou : « Le retour de guerre des poilus » ; Anne-Pierre Darrées : « Carnets de poilus » [*Sud Ouest*, 16 novembre 2018]). Moi-même ai causé à Bayonne, Blanquefort, Cenon, Gradignan, Mios, Saint-Macaire et Saint-Médard-en-Jalles. Le Café historique, animé par Stéphane Barry, a présenté plusieurs causeries sur l'année 1918. La communauté académique s'est peu ou prou mobilisée, par conséquent – et Nicolas Patin, de l'université Bordeaux-Montaigne Université, est même l'une des figures de prou du Comité du centenaire.

Vers une commémoration de masse ?

Pourtant, toutes ces initiatives concernent de petites communautés d'universitaires, d'érudits, et un « moyen-grand public cultivé » adepte des expositions. Comment est-on allé plus loin, vers une population plus large ? Une « masse de citoyens » a-t-elle pris en charge l'histoire de « la guerre de masse » ? Ce qui m'a surpris au premier chef, c'est la réactivité de nombreux groupes enracinés dans la communauté des citoyens. Des professeurs d'école et de collège, en particulier, ont monté des spectacles mettant en scène des événements de la guerre ou des chorales reprenant des chants de soldats. Nombre d'enseignants de tout niveau ont conduit des groupes d'élèves visiter les expositions évoquées ci-dessus ; et des guides spécialisés sont alors souvent intervenus. « La Grande Guerre expliquée aux enfants », à Beychac-et-Cailleau [*Sud Ouest*, 14 novembre 2018] à travers une exposition consacrée aux enfants en 1914-1918 a débouché sur la fabrication d'objets reliés au conflit. Des pièces de théâtre ont même fleuri sur la base de scénarios constitués de montages de textes, comme à Saint-Loubès, autour des femmes en guerre. Les Archives départementales de la Gironde ont également investi dans des séances d'acculturation de nombreux groupes scolaires en s'appuyant sur des archives de l'époque de la guerre.

Les conférences des universitaires ou érudits ont drainé un public de personnes plutôt âgées, certes, mais aussi des membres de groupes culturels de tout âge qui se sont engagés dans la commémoration de façon variée : petites expositions, passage de films, visites des « grandes » expositions. Partout a fleuri cette volonté de transmission des savoirs, des idées, des enjeux, afin d'« animer le débat républicain autour de l'héritage de l'Histoire, en particulier autour des causes d'un tel conflit, des circonstances des événements clés (défaites, reculs, victoires), des hommes clés. Une question clé a surgi des rencontres : qu'est-ce que la patrie ? Comment le fameux « roman national » a-t-il été confronté à l'histoire-monde tout au long de cette demi-douzaine d'années 1913-1920 ? Quels sont les risques de guerre qui peuvent surgir aujourd'hui (Moyen-Orient, Russie, Chine, Asie centrale, etc.) et comment éclate un conflit ? Parfois sont venus au cœur des discussions des comparaisons avec les OPEX actuelles, les opérations extérieures comme en Afrique subsaharienne ou en Syrie. La conscience de l'actuel a ainsi été ravivée par cette commémoration.

En des milliers d'endroits se sont constituées des équipes soudées, passionnées, autour d'un projet d'histoire des héros méconnus de leur commune : combattants, morts, réfugiés. Une sorte de militantisme d'apprentis historiens s'est déployé –

complété ou activé par la fameuse « collecte » de documents par les Archives départementales. Elle aura permis d'exhumer des placards nombre de documents vieilliss devenus soudainement précieux car pièces faisant ressortir l'implication de telle ou telle famille dans la réalité de la Grande Guerre. L'image même du « vétéran » a ré-émergé, encore plus que l'entre-deux-guerres : ne pouvant plus être un « héros » en raison de la guerre de masse et, surtout, des pratiques de cette guerre (enlèvement dans des tranchées, fauchage par mitrailleuses, écrasement par les « déluges d'obus », etc.), le soldat a été réhabilité peu ou prou en tant qu'homme confronté à une souffrance quotidienne et à une angoisse récurrente, avant même des remugles psychiques quand la tragédie frappait ses proches compagnons.

En parallèle, des centres de santé et des organisations philanthropiques se sont rendu compte de la mission bienfaitrice qu'ils ont pu jouer cent ans plus tôt ; ils ont alors organisé des expositions ou publié des monographies. Par ailleurs, en sus des entités locales des associations des anciens combattants, un organisme discret mais efficace, la branche de Bordeaux de l'Office national des anciens combattants & victimes de guerre (ONACVG) a accompagné nombre d'événements, notamment en prêtant les panneaux de ses expositions itinérantes : *La Grande Guerre*, avec vingt panneaux présentés dans les établissements scolaires ; *Les As de la Première Guerre mondiale* ; *La guerre des crayons*, qui présente des dessins d'enfants parisiens en 1914-1918 ; *La Force Noire* [ONACVG, *Catalogue des expositions mémorielles du service départemental de la Gironde*].

En relais et en leviers de cette volonté de commémoration mémorielle et historique, il faut féliciter les élus communaux, qui ont décidé, il y a déjà quelques années, d'impliquer fortement leur ville, voire leur bourgade, dans une politique d'histoire didactique au nom de la cohésion citoyenne. Eux aussi ont veillé à ce que leurs concitoyens se réapproprient l'événement et enrichisse ou diversifie leur « manière de se souvenir » [Rémi Dalisson, « Les commémorations sont mortelles si on ne les renouvelle pas », *Télérama*, 7 novembre 2018, p. 29-30].

La banlieue bordelaise (comme à Cenon, Eysines, Talence ou Blanquefort) ou les contrées périurbaines (Mios, Saint-Macaire, etc.) s'est transformée en autant de pôles-relais des savoirs et des débats autour de la commémoration officielle. Sans institutionnalisation des événements, les maires ont malgré tout exprimé quelque fierté à se voir attribuer la labellisation par le Comité du centenaire, en reconnaissance de leur engagement citoyen. Plus au Sud, Bayonne a axé son action sur le programme « L'Histoire en partage : expositions (dont « Edmond Rostand, un auteur engagé dans la Grande Guerre »), visite guidée, commémorations, projection, colloque, conférence ».

Cenon a rassemblé ses initiatives dans un opuscule (*100 ans, 1914-1918*), qui évoque ses trois expositions : « Des animaux et des hommes... » (2016), « Drôles de guerre : être un enfant en 14/18 » (2017) et « 1918... Construire la paix » (2018), tandis que des spectacles ont « mis en scène » des extraits d'archives, afin de leur donner à la fois vie et sens. Un spectacle scolaire est monté par la Compagnie Le Théâtre du Petit Rien qui a « fait naître les personnages de Germain, le chien, et d'Angèle, la poule. S'inspirant des échanges épistolaires des mairaines de guerre, les acteurs parcourent la guerre, ses horreurs, son quotidien, ses non-dits », etc. « Le dernier rendez-vous des commémorations de la Grande Guerre à Cenon aura lieu le 14 décembre 2018 à l'Espace Simone Signoret. Ce spectacle intergénérationnel, qui aura pour acteurs les

élèves d'une classe de l'école Léon Blum, les seniors et les choristes de la ville, permettra de sortir de la guerre et d'entrer dans les années folles. La mise en scène mettra en valeur des chansons d'après-guerre [...] afin de donner à la Première Guerre mondiale quelques notes positives. »

L'activation d'une mémoire partagée

Inconsciemment, on pourrait suggérer que, au-delà de l'histoire et de la mémoire, il s'est agi aussi quelque peu d'une sorte de thérapie implicite, voire d'un exorcisme, sans vouloir reprendre ici le « Plus jamais ça » de l'entre-deux-guerres, qui avait conduit à un pacifisme défaitiste ou à « l'esprit de Munich ». On se situe un peu dans la mise en pratique des sciences cognitives et de l'histoire comportementale, celle des représentations socio-mentales, ici, des mentalités citoyennes de gens engagés dans la reconstruction d'une partie du socle de la patrie.

Cette sorte de démocratie historique était d'ailleurs logique puisqu'il s'était agi somme toute de la première guerre démocratique, impliquant 75 millions de soldats et faisant dix millions de morts. Au niveau national, ce sont plus de 1 400 ouvrages qui ont été publiés en 2012-2018 sur la Première Guerre mondiale, *dixit* le Comité du centenaire, dont 120 livres de témoignages, tandis que 900 projets pédagogiques locaux ont émergé dès la première phase de la labellisation par ce Comité. Ce fut donc une sorte d'exaltation de ceux qui sont devenus *ex post* des héros dans le cadre d'un exercice républicain de la reconnaissance.

Le *Cimetière des oubliés*, à Cadillac, incarne à son échelle cette piste de commémoration. En 1920, l'hôpital psychiatrique, alors « *asile d'aliénés* », crée un cimetière annexe au cimetière communal afin de prendre en compte le grand nombre de décès d'anciens combattants de la Première Guerre mondiale « mutilés du cerveau » auxquels un carré de 98 tombes est consacré. Le nombre total de sépultures est approximativement de 900, pour la majeure partie en pleine terre et accompagnées d'une simple croix de fer dont les plaques nominatives ont, pour la plupart, disparu.

D'ailleurs, beaucoup de communes, par le biais de leurs associations d'histoire locale, comme la Société historique et archéologique du Bassin d'Arcachon & du Pays de Buch [<https://www.shaapb.fr/soldats-du-pays-de-buch-morts-pour-la-france-en-1914-premiere-guerre-mondiale-1914-1918/>], ont vu leurs érudits plonger dans le répertoire numérisé des soldats « morts pour la France », afin d'établir une recension quantitative, de reconstituer le parcours de ces militaires en 1914-1919. La commune de Cenon en a recensé par exemple 168, dont trente inhumés au cimetière communal Saint-Romain.

Ainsi, à l'échelle girondine comme au niveau national, cette commémoration a cimenté encore plus « les cadres sociaux de la mémoire », pour reprendre Halbwachs [Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, « Bibliothèque de philosophie contemporaine. Travaux de l'année sociologique, 1925], qui a le premier soupesé les axes de cristallisation d'une « mémoire collective » grâce à un alliage entre émotion et mémorisation au sein d'un groupe social. Comme le note Pierre Nora [« 14-18 garde une place éminente dans notre mémoire », *Le Figaro*, 11 novembre 2018], la Grande Guerre continue à travailler la société française, qui s'interroge : comment ces millions d'hommes ont-ils pu accepter, subir, une telle guerre de masse ? Quel sens donnaient-ils à leur mission et à leur action ? Comment leur famille percevait-elle la réalité de leur engagement physique et moral ?

Pour terminer, à quelques mois des élections européennes, il faut noter que, dans nombre d'interventions, les orateurs ont insisté sur le partage des duretés de la guerre avec les troupes ennemies, sur l'espoir, sans cesse renouvelé et parfois déçu, d'une fraternité franco-allemande. Les colloques ou conférences sur l'après-guerre marquent ainsi ce désir de faire réfléchir sur les capacités à construire une paix durable, sur les risques d'incompréhension ou de revanche, et sur les causes des échecs des années 1930. Les débats et les films, parfois engagés, qui ont porté le Festival international du film d'histoire de Pessac (16-26 novembre 2018) sur le thème « 1918-1939. La drôle de paix » ont incarné cette philosophie d'une histoire-levier de réflexions. « Mon engagement autour du travail de mémoire est destiné à sensibiliser les jeunes générations pour la préservation de la paix dans notre pays, pour qu'ils s'imprègnent des valeurs de notre République » (le maire de Cenon, novembre 2018).

*Hubert Bonin, professeur émérite & chercheur en histoire économique, Sciences Po Bordeaux et UMR
CNRS 5113 GRETHA-Université de Bordeaux*